

Modèle de rapport parallèle de la société civile pour les Chapitres II (Mesures préventives) et V (Recouvrement d'avoirs) de la Convention des Nations unies contre la corruption

Version : 11 février 2021

Ce modèle de rapport est une référence pour les organisations de la société civile (OSC) qui préparent des rapports parallèles sur la mise en œuvre nationale du Chapitre II de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC) sur les Mesures préventives et du Chapitre V sur le Recouvrement des avoirs. Afin de permettre une comparaison des rapports parallèles de la société civile de différents pays, veuillez suivre ce modèle de rapport aussi attentivement que possible.

La CNUCC est le seul mécanisme universel contraignant de lutte contre la corruption et a été ratifiée par 186 pays et par l'Union Européenne. Son mécanisme d'examen est un processus d'examen par deux pairs en plusieurs étapes qui consiste à faire examiner la mise en œuvre de la CNUCC par deux pairs, l'un de la même région des Nations Unies et l'autre d'une autre région. Le processus d'examen est divisé en deux cycles de cinq ans, le premier cycle (2010 - 2015) couvrant les Chapitres III et IV et le second cycle (2015 - juin 2024) couvrant les Chapitres II et V. Le second cycle a été lancé en novembre 2015 et est actuellement en cours.¹ Il devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2024, sur la base de la décision 8/1 de la 8^e session de la Conférence des États parties à la CNUCC, qui a prolongé le deuxième cycle de trois ans. Pour savoir quand un pays doit être examiné et quels documents il a publiés jusqu'à présent, veuillez consulter le profil du pays sur le site web de l'ONUDC.²

A propos de l'UNCAC Coalition :

L'UNCAC Coalition est un réseau mondial de plus de 350 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, qui s'engagent à surveiller et à mettre en œuvre la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC).

Site web : <https://uncaccoalition.org> - Inscrivez-vous à notre bulletin d'information [ici](#) !

Twitter : @uncaccoalition - Facebook : <https://www.facebook.com/uncaccoalition>

Contact :

Si vous avez des questions tout au long du processus de recherche et de rédaction, n'hésitez pas à nous contacter. L'équipe du centre de Vienne de l'UNCAC Coalition est heureuse de vous aider de toutes les manières possibles.

- Mathias Huter, *directeur général*, mathias.huter@uncaccoalition.org
- Danella Newman, *responsable de projet*, danella.newman@uncaccoalition.org

¹ Pour plus d'informations, voir : [https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/ReviewMechanism-BasicDocuments/Mechanism for the Review of Implementation - Basic Documents - F.pdf](https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/ReviewMechanism-BasicDocuments/Mechanism%20for%20the%20Review%20of%20Implementation-Basic%20Documents-F.pdf)

² <https://www.unodc.org/unodc/en/corruption/country-profile/index.html>

Structure

Le rapport parallèle se compose de plusieurs sections : Remerciements, Table des matières, Abréviations, Liste des personnes consultées, Introduction, Résumé, Évaluation du processus de révision, Évaluation de la mise en œuvre des dispositions des Chapitres II et V, Développements récents, Recommandations et une Annexe. Des instructions et des orientations spécifiques sont fournies pour chaque section en italiques.

Remerciements

N'hésitez pas à ajouter des remerciements aux collègues, partenaires, donateurs, etc.

Dans le but de contribuer à l'examen national de la CNUCC en [pays] au cours de son deuxième cycle, ce rapport parallèle a été rédigé par [organisation], en utilisant les documents d'orientation et le modèle de rapport conçus par l'UNCAC Coalition et Transparency International. La production de ce rapport a été soutenue par l'UNCAC Coalition, rendue possible grâce à un financement fourni par l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad) et le ministère des affaires étrangères du Danemark (Danida).

Les conclusions de ce rapport sont celles des auteurs mais ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNCAC Coalition et des donateurs qui ont rendu ce rapport possible.

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les informations ont été jugées correctes au [date].

Les auteurs de ce rapport sont [noms, (votre organisation), adresse complète de l'organisation et liens vers le site web et les médias sociaux]. Le rapport a été revu par [noms] (UNCAC Coalition).

Insérez un tableau de 2 à 3 phrases sur votre organisation.

Table des matières

Abréviations

Liste des personnes consultées

Veuillez fournir une liste de toutes les personnes consultées ainsi que leur affiliation, sauf dans les cas où elles souhaitent rester anonymes.

I. Introduction

⇒ (environ 1 à 2 pages au total)

Veuillez utiliser la structure suivante :

[Nom du pays] a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) le [date] et l'a ratifiée le [date].

Ce rapport examine la mise en œuvre par [pays] de certains articles du Chapitre II (Mesures préventives) et du Chapitre V (Recouvrement des avoirs) de la CNUCC. Le rapport est conçu comme une contribution au processus d'examen de la mise en œuvre de la CNUCC actuellement en cours, qui couvre ces chapitres. Le [pays] a été sélectionné par le Groupe d'examen de l'application de la CNUCC en [date] par un tirage au sort pour examen au cours de la [première/deuxième/troisième/quatrième/cinquième] année du [premier/deuxième] cycle. Un projet de ce rapport parallèle a été fourni au gouvernement de [pays].

Champ d'application. Les articles de la CNUCC et les sujets qui font l'objet d'une attention particulière dans ce rapport sont ceux qui concernent les politiques et pratiques de prévention de la corruption

(article 5), les organismes de prévention de la corruption (article 6), l'emploi dans le secteur public (article 7.1), les codes de conduite, les conflits d'intérêts et les déclarations de patrimoine (articles 7, 8 et 12), les mécanismes de notification et la protection des dénonciateurs (article 8.4 et 13.2), le financement politique (article 7.3), les marchés publics (article 9.1), la gestion des finances publiques (article 9), le pouvoir judiciaire et le ministère public (article 11), la transparence du secteur privé (article 12), l'accès à l'information et la participation de la société (articles 10 et 13.1), et les mesures de prévention du blanchiment de capitaux (article 14) (*à adapter en fonction des besoins*). Au Chapitre 5, les articles de la CNUCC et les sujets qui font l'objet d'une attention particulière dans le présent rapport sont ceux qui concernent la lutte contre le blanchiment d'argent (articles 52 et 58), les mesures de recouvrement direct des biens (articles 53 et 56), les outils de confiscation (article 54), la coopération internationale aux fins de confiscation (articles 51, 54, 55, 56 et 59) et la restitution et la disposition des biens confisqués (article 57) (*à adapter selon les besoins*).

Structure. Le rapport commence par un résumé, comprenant les résultats condensés, les conclusions et les recommandations concernant le processus d'examen, la disponibilité des informations, ainsi que la mise en œuvre et l'application de certains articles de la CNUCC. La partie suivante couvre les résultats du processus de révision en [Pays] ainsi que les questions d'accès à l'information de manière plus détaillée. Ensuite, la mise en œuvre de la Convention est examinée et des exemples de bonnes pratiques et de lacunes sont fournis. Ensuite, les développements récents sont discutés et enfin, des recommandations d'actions prioritaires pour améliorer la mise en œuvre de la CNUCC sont données.

Méthodologie. Le rapport a été préparé par [nom de votre OSC ou réseau] avec le soutien technique et financier de l'UNCAC Coalition [et le nom d'autres donateurs]. Le groupe s'est efforcé d'obtenir des informations pour les rapports auprès des bureaux gouvernementaux et d'engager un dialogue avec les responsables gouvernementaux. Dans le cadre de ce dialogue, un projet de rapport a été mis à leur disposition.

Le rapport a été préparé en utilisant des lignes directrices et un modèle de rapport conçus par l'UNCAC Coalition et Transparency International à l'usage des OSC. Ces outils reflètent mais simplifient la liste de contrôle de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et demandent des évaluations relativement courtes par rapport à la liste de contrôle officielle détaillée d'auto-évaluation. Le modèle de rapport comprenait une série de questions sur le processus d'examen et, dans la section sur la mise en œuvre, demandait des exemples de bonnes pratiques et de domaines à améliorer dans les articles du Chapitre II de la CNUCC sur la prévention et du Chapitre V sur le recouvrement des avoirs.

En préparant ce rapport, les auteurs ont tenu compte de l'examen récent de [Pays] effectué par [se référer à d'autres mécanismes d'examen, le cas échéant].

II. Résumé

⇒ (environ 2 000 mots au total)

Incluez ici quelques points saillants sur le processus et la conformité générale, y compris les lacunes et les succès importants. La structure du résumé doit suivre autant que possible la structure du rapport lui-même. Veuillez garder à l'esprit que si l'ensemble du rapport sera publié, seul le résumé exécutif peut être soumis à la Conférence des États parties (CEP) en tant que contribution officielle au processus d'examen.

Description du processus

⇒ (1 paragraphe)

Disponibilité de l'information

⇒ (1 paragraphe)

Veuillez fournir une brève évaluation globale de l'étendue de l'accès aux informations requises pour le rapport, ainsi qu'une description rapide des institutions contactées pour obtenir ces informations. Veuillez indiquer si les demandes ont été faites en vertu de la législation sur l'accès à l'information. Veuillez noter qu'il y a une section sur l'accès à l'information plus bas, où vous pouvez fournir plus de détails.

Mise en œuvre en droit et en pratique

⇒ (1-1,5 pages)

Insérez et remplissez le tableau en conséquence, puis développez les points clés de la mise en œuvre des articles de la CNUCC couverts par le rapport dans le droit et les politiques, ainsi que sur leur application et leur exécution dans la pratique, y compris les défis et les domaines de préoccupation.

TABLEAU 1 : Résumé de la mise en œuvre et de l'exécution

Article(s) de la CNUCC	État de la mise en œuvre de la loi	État d'avancement de la mise en œuvre et de l'application dans la pratique
Art. 5 - Politiques et pratiques préventives de lutte contre la corruption	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 6 - Organe ou organes de prévention de la corruption	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 7.1 - Emploi dans le secteur public	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 7.3 - Financement politique	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 7, 8 et 12 - Codes de conduite, conflits d'intérêts et déclarations de patrimoine	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 8.4 et 13.2 - Mécanisme de signalement et protection des lanceurs d'alerte	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 9.1 - Marchés publics	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 9.2 - Gestion des finances publiques	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 10 et 13.1 - Accès à l'information et participation de la société	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 11 – Mesures concernant les juges et les services de poursuite	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 12 - Transparence du secteur privé	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 14 - Mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 52 et 58 - Lutte contre le blanchiment d'argent	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 53 et 56 - Mesures pour le recouvrement direct des biens	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 54 - Outils de confiscation	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise

Art. 51, 54, 55, 56 et 59 - Coopération internationale aux fins de confiscation	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise
Art. 57 - Restitution et disposition des avoirs	complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en œuvre	bonne/modérée/mauvaise

Insérez et remplissez le tableau en conséquence, puis développez les performances des principales institutions impliquées dans la mise en œuvre des dispositions couvertes par le présent rapport.

TABLEAU 2 : Performances des institutions clés sélectionnées

Nom de l'institution	Performance par rapport aux responsabilités couvertes par le rapport	Bref commentaire sur les performances (par exemple, ressources insuffisantes, manque d'indépendance, expertise solide)
Par exemple, l'Agence de lutte contre la corruption	bonne/modérée/mauvaise	
Par exemple, l'autorité centrale des marchés publics	bonne/modérée/mauvaise	
Par exemple, la Commission de l'information	bonne/modérée/mauvaise	
Par exemple, la cellule de renseignements financiers	bonne/modérée/mauvaise	
Par exemple, le régulateur des marchés financiers	bonne/modérée/mauvaise	
Par exemple, organisme(s) de recouvrement des avoirs	bonne/modérée/mauvaise	
	bonne/modérée/mauvaise	
	bonne/modérée/mauvaise	

Recommandations pour les actions prioritaires

⇒ (0,5-1,5 pages)

Recommandations clés, à couvrir, le cas échéant en commençant par un verbe (mettre en œuvre/assurer/adopter/...) :

1. *Interaction du gouvernement avec les OSC dans le cadre du processus de révision*
2. *Accès à l'information*
3. *Mise en œuvre dans la législation*
4. *Application du droit en pratique*
5. ...
6. ...
7. ...
8. ...

III. Évaluation du processus d'examen pour [pays]

⇒ (environ 1 à 2 pages au total)

Cette section demande une évaluation de la transparence du processus d'examen de la CNUCC par le gouvernement. Plus votre pays est avancé dans le processus d'examen, plus vous pouvez inclure d'informations dans ce chapitre du rapport.

Rapport sur le processus de révision

Veuillez remplir le tableau 3 ci-dessous, en fournissant des détails sur la transparence, la visite de pays et la participation de la société civile au processus d'examen de la CNUCC par votre gouvernement.

Le processus d'examen peut s'étendre sur une période d'un an au maximum, avec une éventuelle visite de pays seulement six mois ou plus après le début du processus (ce délai est dépassé dans de nombreux pays). Ainsi, en fonction du moment où une OSC commence à travailler sur ce rapport, il peut être possible ou non de remplir ce tableau pendant un certain temps. Dans ce cas, veuillez écrire "pas encore" ou "à voir", ou quelque chose à cet effet.

En ce qui concerne la publication des coordonnées du point de contact, si elle a été effectuée, veuillez indiquer si elle a eu lieu en ligne ou par d'autres moyens.

En ce qui concerne les questions relatives à la consultation de la société civile sur l'auto-évaluation et à la contribution de la société civile aux examinateurs officiels, veuillez indiquer dans la section des commentaires si l'invitation était générale ou si seul un groupe restreint a été invité et, si possible, comment cette sélection a été effectuée.

TABLEAU 3 : Transparence de la participation du gouvernement et des OSC au processus d'examen de la CNUCC

Le gouvernement a-t-il divulgué des informations sur le point focal du pays ?	oui/non	<i>Commentaires</i>
Le calendrier de la révision était-il publié quelque part ou connu du public ?	oui/non	<i>Commentaires</i> - veuillez indiquer si l'examen a été effectué à temps ou si le gouvernement a publié des mises à jour du calendrier ³
La société civile a-t-elle été consultée lors de la préparation de l'auto-évaluation ?	oui/non	Si oui, qui a été consulté ? (Veuillez cocher) ☐ OSC de lutte contre la corruption et d'accès à l'information ☐ OSC travaillant sur d'autres questions ☐ Universités ☐ Syndicats ☐ Autre (veuillez énumérer) <i>Commentaires</i>
L'auto-évaluation a-t-elle été publiée en ligne ou fournie à la société civile ?	oui/non	<i>Commentaires</i> - veuillez inclure un lien, le cas échéant, et la date de publication ou des informations sur la date/comment l'auto-évaluation a été fournie
Le gouvernement a-t-il consenti à une visite de pays ?	oui/non	<i>Commentaires</i>
Une visite de pays a-t-elle été effectuée ?	oui/non	<i>Commentaires</i> - veuillez inclure des informations sur la date à laquelle la visite a eu lieu
La société civile a-t-elle été invitée à présenter ses contributions aux examinateurs officiels ?	oui/non	Si oui, qui a été invité ? (Veuillez cocher) ☐ OSC de lutte contre la corruption et d'accès à l'information ☐ OSC travaillant sur d'autres questions ☐ Universités ☐ Syndicats ☐ Autre (veuillez énumérer) <i>Commentaires</i> - veuillez énumérer les organisations invitées - veuillez indiquer la forme de la contribution demandée
Le secteur privé a-t-il été invité à présenter ses	oui/non	<i>Commentaires</i> - veuillez énumérer les entreprises/organisations invitées

³ L'examen devrait être effectué dans un délai de six mois, mais ce délai est souvent dépassé.

contributions aux examinateurs officiels ?		- veuillez indiquer la forme de la contribution demandée
Le gouvernement a-t-il/s'est-il engagé à publier le rapport complet sur le pays ?	oui/non/inconnu	Commentaires - veuillez indiquer s'il est publié par l'ONUDC et/ou par le pays et, le cas échéant, entrer un lien

Accès à l'information

Cette section devrait réfléchir à la facilité avec laquelle le public peut accéder aux informations concernant la mise en œuvre de la CNUCC au niveau national, en particulier s'il existe une législation sur l'accès à l'information facilitant ce processus.

Veuillez fournir des commentaires sur la disponibilité des informations (par exemple, statistiques, détails des poursuites et des jugements) pour la préparation de ce rapport. Par exemple :

1. Veuillez décrire les démarches que l'auteur du rapport a entreprises afin d'obtenir les informations nécessaires à la préparation du rapport : quelles entités gouvernementales ou autres organismes l'auteur a-t-il contactés ? Y a-t-il un organisme gouvernemental spécifique qui s'occupe de la politique de lutte contre la corruption ? Si oui : quand a-t-il été créé, quels sont ses objectifs et ses accomplissements ?
2. L'expert a-t-il essayé de présenter une ou plusieurs demandes formelles d'accès à l'information fondées sur la législation relative à l'accès à l'information ou sur d'autres lois ? Dans le cas où la réponse est affirmative, veuillez préciser la législation concernée.
3. Quels sont les informations et les documents importants mis en ligne par les organismes publics, quelles sont les informations essentielles pour prévenir et combattre la corruption qui ne sont pas disponibles en ligne ?
4. L'auteur du rapport s'est-il appuyé sur d'autres sources pour obtenir des informations pertinentes (par exemple, les médias, les rapports de la société civile) ? Veuillez préciser.
5. Quels obstacles l'auteur a-t-il rencontrés pour obtenir les informations nécessaires ? Ces obstacles étaient-ils liés à l'absence de compilation gouvernementale, à des obstacles juridiques ou simplement à la réticence du gouvernement à autoriser l'accès aux informations requises ?

Notez que l'accès à l'information peut varier en fonction des différentes catégories d'information. Il peut être relativement facile d'accéder aux copies des lois et règlements, bien que dans certains pays cela puisse ne pas être le cas. Il est souvent plus difficile d'obtenir des informations statistiques sur l'application et le respect de la législation, bien que dans certains pays, ces informations soient publiées en ligne. Il est souvent plus difficile d'obtenir des détails sur les affaires en cours ou conclues, si elles sont pertinentes pour votre rapport. Il convient de distinguer ces catégories d'informations dans la réponse à cette section.

IV. Évaluation de la mise en œuvre des dispositions du Chapitre II et du Chapitre V

Mise en œuvre de la Convention par des lois, règlements et pratiques

⇒ (environ 20-40 pages⁴)

Il n'est pas nécessaire d'analyser les articles un par un - plusieurs articles d'un même domaine politique peuvent être analysés conjointement, comme cela a été fait dans les documents d'orientation qui vous ont été fournis. Pour chaque article/domaine politique, veuillez fournir une brève description des lois pertinentes (y compris les références à la date de promulgation de la loi et aux articles/provisions spécifiques actuellement en cours de discussion), des politiques, des mécanismes et des pratiques en place, ainsi que des institutions impliquées dans le suivi, l'application et la sanction dans le domaine respectif. Ensuite, veuillez analyser l'application de ces mesures dans la pratique, en vous référant aux

⁴ L'ensemble du rapport ne doit pas dépasser 60 pages. Les détails concernant la longueur appropriée peuvent être discutés avec l'équipe de l'UNCAC Coalition.

cas de corruption les plus importants dans votre pays, en vous référant aux rapports fiables des médias, lorsqu'ils sont disponibles. Veuillez fournir des exemples pertinents, des études de cas et des statistiques de référence mettant en évidence les bonnes pratiques. Des statistiques détaillées et des descriptions de cas peuvent également être incluses dans l'annexe.

Sous chaque article/domaine politique, résumez brièvement les bonnes pratiques et les déficiences dans des points précis :

Bonnes pratiques

Mettez en évidence les bonnes pratiques pertinentes dans la mise en œuvre des articles de la Convention en droit et en pratique, lorsqu'elles existent - s'il n'y a pas de bonnes pratiques concernant l'un des articles énumérés ci-dessous, vous pouvez passer cette section dans l'article en question.

Cette section doit inclure des références aux lois, politiques et mécanismes qui sont particulièrement rigoureux dans la mise en œuvre de la CNUCC ou des exemples d'application particulièrement efficace dans la pratique. Elle doit faire référence à tous les éléments du Tableau 1 ci-dessus où un article de la CNUCC est répertorié comme pleinement appliqué et où l'application est « bonne ».

Déficiences

Mettre en évidence les déficiences des lois, des politiques et des mécanismes, ainsi que leur mise en œuvre et leur application dans la pratique. S'il n'y a pas de lacunes apparentes en rapport avec l'un des articles énumérés ci-dessous, vous pouvez passer cette section dans l'article en question.

Cette section doit couvrir tous les éléments du Tableau 1 qui sont classés comme « pas de mise en œuvre » dans la loi ou comme ayant une « mauvaise » mise en œuvre dans la pratique. En outre, elle doit inclure les pires cas où un article n'est mis en œuvre que « partiellement » ou « modérément ».

Chapitre II

Art. 5 - Politiques et pratiques préventives de lutte contre la corruption

- Bonnes pratiques
- Déficiences

Art. 6 - Organe ou organes de prévention de la corruption

- Bonnes pratiques
- Déficiences

Art. 7.1 - Emploi dans le secteur public

- Bonnes pratiques
- Déficiences

Art. 7.3 - Financement politique

-
-

Art. 7, 8 et 12 - Codes de conduite, conflits d'intérêts et déclarations de patrimoine

Art. 8.4 et 13.2 - Mécanisme de signalement et protection des lanceurs d'alerte

Art. 9.1 - Marchés publics

Art. 9.2 - Gestion des finances publiques

Art. 10 et 13.1 - Accès à l'information et participation de la société

Art. 11 – Mesures concernant les juges et les services de poursuite

Art. 12 - Transparence du secteur privé

Art. 14 - Mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent

Chapitre V

Art. 52 et 58 - Lutte contre le blanchiment d'argent

- Bonnes pratiques
- Déficiences

Art. 53 et 56 - Mesures pour le recouvrement direct des biens

- Bonnes pratiques
- Déficiences

Art. 54 - Outils de confiscation

- ...
- ...

Art. 51, 54, 55, 56 et 59 - Coopération internationale aux fins de confiscation

Art. 57 - Restitution et disposition des avoirs

Statistiques ⁵

Veuillez fournir des chiffres selon les tableaux ci-dessous pour les trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles (divisés par année). Indiquez dans les notes de bas de page et dans la bibliographie toutes les sources d'information, y compris les liens vers les sites web lorsqu'ils sont disponibles. Si aucune donnée n'est disponible, veuillez inscrire « Pas de données » dans l'encadré et fournir à la fin du tableau (cf. analyse) une brève explication des efforts entrepris pour contacter les autorités responsables et des réponses reçues. A la fin du tableau, fournissez une brève analyse des données et de ce qu'elles disent sur l'application de la loi dans le pays.

Blanchiment d'argent

Phase de rapport et de renseignement	Année : [insérer]	Année : [insérer]	Année : [insérer]
Nombre de Déclarations d'opérations suspectes (DOS) déposées par chaque catégorie d'entités assujetties : - Banques et institutions financières - Entreprises et professions non financières			
Nombre d'ordres de report adoptés sur les transactions déclarées			
Nombre d'enquêtes sur le blanchiment de capitaux menées de manière indépendante par les services répressifs (sans déclaration préalable)			
Nombre de transactions suspectes en espèce à la frontière signalées à la CRF (y compris celles basées sur les déclarations et la contrebande)			
Nombre de DOS envoyées aux services répressifs et ayant fait l'objet d'une analyse plus approfondie			

⁵ Les tableaux ci-dessous suivent le format de ce rapport d'Eurostat : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3888793/5856465/KS-TC-13-007-EN.PDF/69cde077-3bd9-4d0d-8c19-a6fe3608c2cd>

Nombre d'employés de la CRF affectés à plein temps (ou équivalent temps plein) au blanchiment d'argent			
--	--	--	--

Phase d'enquête	Année : [insérer]	Année : [insérer]	Année : [insérer]
Nombre de dossiers ouverts par les services répressifs sur la base des DOS envoyées par la CRF			
Nombre d'agents des services répressifs affectés à temps plein (ou équivalent temps plein) au blanchiment d'argent			
Nombre d'affaires faisant l'objet de poursuites : provenant de DOS, de DTE et d'enquêtes indépendantes des services répressifs			

Phase judiciaire	Année : [insérer]	Année : [insérer]	Année : [insérer]
Nombre d'employés affectés à temps plein (ou équivalent temps plein) au blanchiment d'argent dans le système judiciaire			
Nombre de personnes physiques ou morales condamnées pour des infractions de blanchiment de capitaux			
Nombre de condamnations pour blanchiment des produits de crimes commis à l'étranger			
Nombre de condamnations pour des crimes autres que le blanchiment d'argent provenant de DOS			
Nombre de condamnations par type pour les infractions de blanchiment d'argent			
Nombre de peines de prison sans sursis par durée (en tant qu'infraction sous-jacente, en tant qu'infraction principale)			

Recouvrement des avoirs

Phase judiciaire	Année : [insérer]	Année : [insérer]	Année : [insérer]
Nombre de procédures de gel (sur la base d'une décision de justice)			
Nombre de procédures de confiscation			
Nombre de demandes de gel reçues d'un autre pays			
Valeur des avoirs gelés			
Nombre de demandes de décisions de confiscation reçues d'un autre pays			
Valeur des biens confisqués			

Montants recouvrés sur les actifs			
Montants restitués			

Brève analyse :

⇒ (environ 0,5-1 page)

Veuillez fournir une brève analyse des données et de ce qu'elles indiquent sur l'application de la législation dans le pays. Veuillez également décrire brièvement les efforts entrepris pour contacter les autorités responsables et les réponses reçues.

Informations sur les affaires de recouvrement d'avoirs

Veuillez énumérer et fournir ici une brève description des affaires de recouvrement d'avoirs en cours et passées dans votre pays depuis l'entrée en vigueur de la CNUCC (décembre 2005), dont certaines peuvent être consultées dans la base de données StAR Asset Recovery Watch.⁶

Pour chaque cas, veuillez fournir les informations suivantes :

- *Nom, parties concernées et objet de la procédure*
- *Type (pénal, civil, administratif) et origine de la procédure (par exemple, plainte d'un député, rapport des médias, plainte d'une ONG, etc.)*
- *État actuel de la procédure (y compris la date prévue du procès ou de l'appel) et montant gelé/saisi/confisqué/rendu)*
- *Problèmes rencontrés*

S'il y a beaucoup de cas, veuillez sélectionner les 5 plus pertinents. Veuillez indiquer dans les notes de bas de page et dans la bibliographie toutes les sources d'information, y compris les liens vers les sites web lorsqu'ils sont disponibles.

V. Développements récents

⇒ (environ 2-3 pages au total)

Veuillez décrire les développements récents dans les domaines couverts par ce rapport parallèle ou tout autre domaine que vous jugez pertinent pour la mise en œuvre du Chapitre II et du Chapitre V de la CNUCC, par exemple une nouvelle législation, de nouveaux projets de loi et des changements institutionnels au cours des trois dernières années, ainsi que des réformes juridiques ou institutionnelles qui sont en cours d'adoption et de mise en œuvre au moment de la rédaction du présent rapport. Vous pouvez également inclure une analyse pour savoir si les recommandations pertinentes qui ont été données à votre pays au cours du premier et/ou du deuxième cycle ont été mises en œuvre.

VI. Recommandations

⇒ (environ 1 à 2 pages au total)

Veuillez indiquer vos recommandations d'actions prioritaires pour améliorer la mise en œuvre de la CNUCC dans votre pays.

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- ...
- ...

⁶ Initiative StAR : StAR Asset Recovery Watch, <https://star.worldbank.org/corruption-cases/arwcases/>

VII. Annexe

Autres données et informations sur les cas

Veillez fournir, si possible, des données statistiques ou des chiffres pertinents pour les trois dernières années pour chaque article couvert - vous pouvez également inclure des liens vers les sources originales dans la mesure du possible (des plateformes et mécanismes pertinents). Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les cas majeurs ou autrement pertinents pour chaque article couvert. Ces informations peuvent inclure :

- des exemples de demandes d'accès à l'information ayant abouti à la communication d'informations et de documents que vous jugez utiles pour éclairer les discussions sur la lutte contre la corruption, la transparence et la responsabilité (si de tels cas existent) ;*
- d'autres exemples concernant la publication proactive d'informations d'une manière efficace qui contribue à la transparence de l'administration publique (par exemple, la communication d'informations concernant le budget et son exécution, la publication d'informations sur les marchés publics et les contrats gouvernementaux, les déclarations d'actifs et d'intérêts des fonctionnaires, les détails sur le financement politique, les dispositions relatives aux conflits d'intérêts et leur application).*
- des cas documentant que les dispositions ont été effectivement mises en œuvre et/ou les cas qui mettent en évidence des lacunes dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et du recouvrement des avoirs et de son application.*

Envisagez également d'inclure des cas documentant que les dispositions ont été effectivement mises en œuvre et/ou des cas qui mettent en évidence des lacunes dans le cadre de la prévention de la corruption et de son application.

Bibliographie

Veillez fournir ici une bibliographie de toutes les sources utilisées pour le rapport. Pour plus de détails sur la manière d'utiliser les notes de bas de page et la bibliographie, veuillez-vous référer à la section sur les sources d'information dans le guide pour la rédaction des rapports parallèles de la société civile pour l'examen de la CNUCC.

Autres

N'hésitez pas à ajouter toute autre information pertinente qui manque ici.